



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Comité permanent de la condition féminine

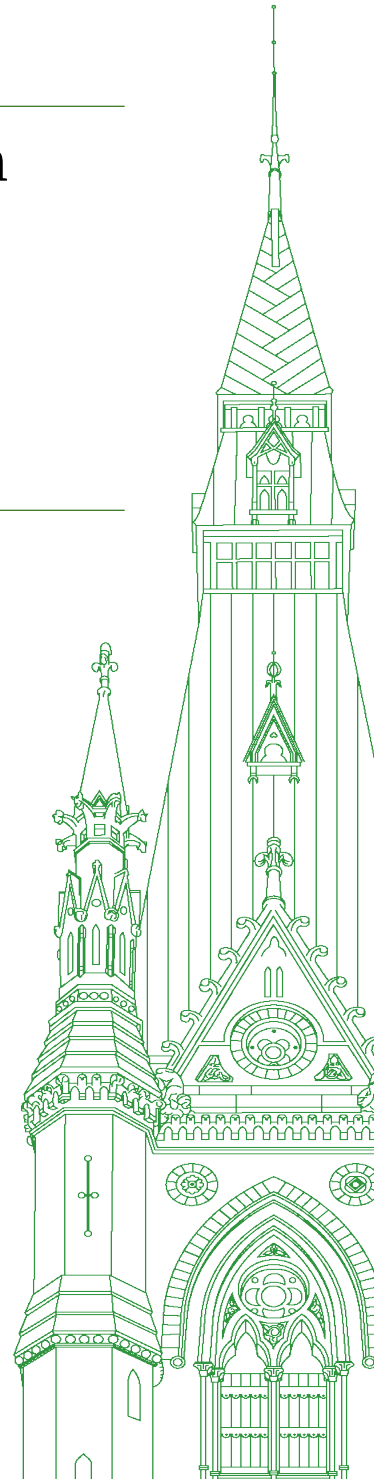
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 017

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le mardi 23 février 2021

Présidente : Mme Marilyn Gladu



Comité permanent de la condition féminine

Le mardi 23 février 2021

• (1100)

[Traduction]

La présidente (Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 17^e réunion du Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes.

La réunion d'aujourd'hui se déroule selon notre format hybride habituel, conformément à l'ordre adopté à la Chambre le 25 janvier 2021. Pour les membres qui participent sur Zoom, rappelez-vous que c'est moi qui déterminerai l'ordre des intervenants et que vous devrez mettre votre micro en sourdine lorsque vous ne parlez pas.

J'ai de bonnes nouvelles pour vous. Hier soir, j'ai été élue à la vice-présidence du comité de liaison, qui est, bien sûr, le comité réunissant les présidents de tous les comités. Le comité de la condition féminine joue à nouveau dans la cour des grands, et je serai heureuse de le représenter dans ce contexte.

Aujourd'hui, nous reprenons notre étude sur les défis auxquels font face les femmes vivant dans les collectivités rurales. Chaque témoin aura cinq minutes pour prononcer ses remarques liminaires, et nous passerons ensuite à nos séries de questions. Lorsqu'il vous restera une minute, vous verrez le stylo jaune, qui vous donnera une idée du temps qu'il vous reste.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins. Aujourd'hui, nous accueillons Mme Adrienne Ivey, agricultrice; Mme Gail Kehler, exploitante de ferme d'élevage; et Mme Pamela Napper-Beamish, de Lloydminster. Elles témoigneront à titre personnel. Nous entendrons aussi Mme Melissa O'Brien, gestionnaire des communications et des relations avec les intervenants pour le compte de Southwestern Integrated Fibre Technology.

Nous allons procéder dans cet ordre et commencer par Mme Ivey.

Vous avez cinq minutes.

Mme Adrienne Ivey (agricultrice, à titre personnel): Je vous remercie, madame la présidente.

Avant même de commencer, je voudrais m'excuser. Ma situation illustre bien le sujet que j'aborderai aujourd'hui, car ma connexion Internet laisse un peu à désirer ce matin. J'espère que vous pouvez m'entendre et que je suis claire, même si ma voix et mes lèvres ne sont peut-être pas synchronisées.

Je suis Adrienne Ivey, agricultrice et éleveuse, mère de deux adolescents et défenseuse de l'agriculture. Je suis agricultrice près d'Ituna, dans le centre est de la Saskatchewan, où nous élevons des bovins de boucherie et cultivons, par exemple, de l'avoine et du colza.

Il est très approprié que je m'adresse à vous aujourd'hui, car il s'agit d'une date très importante, celle qui marque le Jour de l'agriculture canadienne. C'est une journée spéciale qui met à l'honneur les aliments sains, nutritifs et durables cultivés dans tout le pays ainsi que les agriculteurs et les éleveurs qui les produisent. Cependant, je ne suis pas ici aujourd'hui pour parler du bon travail que nous faisons en tant qu'agriculteurs. Je suis ici pour parler des difficultés de la vie rurale dans les régions éloignées, qui sont particulièrement déconnectées en ces temps extrêmes de pandémie mondiale.

Alors qu'il faut rester à l'écart pour se protéger, la distance entre le Canada rural et le reste du pays n'a jamais été aussi évidente. Le manque de connectivité a profondément affecté nos populations rurales comme jamais auparavant. Les femmes en milieu rural ont été touchées de manière disproportionnée par ce problème, comme elles l'ont été par de nombreuses autres questions soulevées par la COVID-19.

Chez nous, au ranch, nous nous battons pour un service Internet et cellulaire fiable depuis bien avant l'avènement de l'iPhone. Au fil des ans et des développements technologiques, nous étions loin de nous douter que des décennies après l'arrivée d'Internet, nous aurions encore du mal à utiliser des services de base comme les opérations bancaires en ligne.

J'ai pris contact avec les membres de la communauté rurale pour leur parler de ce sujet, et j'ai été choquée de voir à quel point le problème est vaste. De la banlieue de Vancouver aux provinces des Prairies comme la Saskatchewan, en passant par les provinces de l'Atlantique, les femmes en milieu rural ont des problèmes de connectivité. Les histoires se ressemblent étrangement partout au Canada. Le travail à domicile combiné à l'apprentissage en ligne a transformé une mauvaise situation Internet en un désastre total. En tant que mères, il est dévastateur de voir nos enfants se démener pour suivre leurs camarades de classe en ligne uniquement à cause d'un manque de connectivité.

En plus de jouer notre rôle de mères, nous avons plus que jamais la possibilité de nous instruire, mais seulement si nous pouvons accéder aux cours et aux webinaires en ligne. J'ai fermé mon entreprise de communication agricole, car je ne peux pas compter sur une connexion fiable. Et je dois stocker les données limitées auxquelles nous avons accès pour les jours et les semaines où nos enfants pourraient en avoir besoin pour étudier en ligne. Je me préoccupe beaucoup de savoir combien de données j'utiliserai aujourd'hui juste pour vous parler, mais cette conversation est importante.

Avant la pandémie, tout besoin Internet important, qu'il s'agissait d'envoyer ou de recevoir des fichiers volumineux, de faire des exposés virtuels ou d'accéder à quelque chose d'aussi simple que FaceTime en famille, requérait un voyage en ville pour emprunter l'Internet d'un restaurant ou d'une entreprise. Imaginez un instant devoir parcourir une centaine de kilomètres rien que pour envoyer un fichier. C'est normal en milieu rural.

La prochaine question concerne le coût actuel. Après avoir payé des centaines et souvent des milliers de dollars pour l'équipement et l'installation, le coût mensuel de la connexion Internet rurale est énorme. Rien que pour notre foyer, nous devons compter quatre téléphones cellulaires ainsi qu'un fournisseur d'accès par satellite simplement pour disposer de suffisamment de données pour l'essentiel. Pour ce faire, nous devons déboursier 600 dollars par mois, mais à ce prix, nous manquons souvent de données et ne pouvons pas effectuer les tâches en ligne les plus simples.

Au sein de notre société, nous disposons de moyens brillants pour préserver nos vies normales tout en nous distanciant socialement: soins de santé virtuels, thérapie en ligne, rassemblements sociaux sur Zoom, salles de sport et lieux de culte virtuels et commande d'épicerie en ligne. Bien que cette liste soit une source de fierté pour notre pays, elle suscite malheureusement l'anxiété des femmes en milieu rural. Nous ne pouvons pas accéder à la plupart de ces choses à tout moment.

À l'avenir, Internet et le service cellulaire doivent être considérés comme un besoin essentiel, au même titre que l'électricité.

La présidente: Votre temps est écoulé.

Mme Adrienne Ivey: Je crois que la voie à suivre n'est pas...

La présidente: C'est très bien.

La parole est maintenant à Mme Kehler pour cinq minutes.

Mme Gail Kehler (exploitante de ferme d'élevage, à titre personnel): Bonjour.

Je tiens à remercier Mme Falk de m'avoir invitée à témoigner.

J'ai compris que nous discuterions de problèmes que vivent les femmes. Un problème auquel je suis confrontée dans ma région est celui de la criminalité rurale qui a explosé ces derniers temps, alors je veux en parler.

Je ne suis pas conférencière, donc c'est vraiment inhabituel pour moi d'essayer de le faire.

Mon mari et moi sommes des éleveurs de bovins. Nous avons des propriétés à de nombreux endroits autour de notre ferme. Je dois parcourir jusqu'à 20 kilomètres pour me rendre dans mes champs afin de surveiller mes vaches et d'effectuer des travaux agricoles.

Le détachement de la GRC le plus proche se trouve à une bonne vingtaine de minutes en voiture. Si je rencontre des intrus ou quoi que ce soit d'autre sur ma propriété, je dois faire face à la situation pendant un certain temps avant de savoir si des renforts arriveront. Dans notre région, il n'y a ni panneaux de signalisation ni panneaux routiers dans la plupart des endroits. Vous devez expliquer à la police ou à tout intervenant comment s'y rendre en suivant les indications. Lorsque j'ai quitté la ville pour venir ici, j'avais du mal à croire qu'on puisse trouver quelque chose, mais la police est obligée d'essayer de se rendre dans des endroits où elle n'est jamais allée et de venir quand nous avons des problèmes.

L'automne dernier, et en fait l'année dernière, notre quartier a été la cible de voleurs comme nous n'en avons jamais vu auparavant. C'est scandaleux. Ils viennent voler nos véhicules.

Nous avons dû installer des caméras de sécurité et des barrières, mais ils les fracassent pour passer. Nous avons installé une barre en travers de la porte de notre magasin pour qu'ils ne puissent pas la défoncer, mais ils ont cassé une vitre et sont passés par la fenêtre. Lorsque nous parlons à la GRC, ils nous disent qu'ils ont les mains liées parce que les contrevenants qu'ils arrêtent se retrouvent devant la justice où ils ne reçoivent qu'une légère réprimande avant de ressortir et de recommencer leurs manigances. Les contrevenants semblent savoir que les conséquences ne sont pas très importantes. Ce serait vraiment bien de savoir que nous pouvons compter sur une sorte de soutien de la police lorsque ces choses se produisent.

En gros, je ne suis pas très bien mes notes, mais il est facile d'entendre une histoire et de penser que ce ne sont que des choses qu'on dérobe; or le vol de biens, c'est plus que cela. Il vous frappe en plein cœur. Il change votre façon de penser aux voisins qui passent ou aux véhicules que vous rencontrez sur la route. Les gens pensent que c'est pour cette raison que vous avez une assurance. Ou ils estiment que ce ne sont que des objets et que vous pouvez les remplacer. Mais tous ceux qui ont déjà essayé de se faire rembourser par l'assurance savent que les primes augmentent. En plus de vous coûter de l'argent, cette situation vous donne l'impression d'avoir été envahis. Vous avez l'impression d'être dans une situation de vie ou de mort quand quelqu'un s'introduit chez vous par effraction. Vous avez l'impression que votre famille est menacée et vous ne vous sentez plus en sécurité.

J'espère qu'on trouvera des solutions pour durcir les peines imposées aux voleurs et donner le sentiment que la police peut mieux faire son travail.

Je vous suis reconnaissante d'avoir pris le temps de m'écouter ce matin.

• (1105)

La présidente: Merci.

La parole est maintenant à Mme Napper-Beamish pour cinq minutes.

Mme Pamela Napper-Beamish (à titre personnel): Madame la présidente, mesdames et messieurs les membres du Comité, bonjour. Je vous remercie de me donner l'occasion de prendre la parole.

Je m'appelle Pamela Beamish et je vis dans une zone rurale située près de Lloydminster, en Saskatchewan. Nous possédons et exploitons une ferme céréalière de quatrième génération où nous élevons notre famille. En plus de travailler à la ferme, je dirige une entreprise de coaching de vie à la maison, ce qui me permet d'aider mon fils atteint du syndrome de Down pendant qu'il fréquente notre école secondaire locale.

Si je participe à la réunion, c'est pour parler de mon expérience de l'activité criminelle en tant que femme, mère et membre active de la communauté dans notre région. Certaines femmes qui ont vécu toute leur vie sur leur propriété rurale n'ont jamais pensé qu'elles subiraient les effets de l'activité criminelle dans la mesure où ils se font actuellement sentir. De plus, les personnes âgées ou les personnes à mobilité réduite ont tout à fait le droit de profiter des dernières années de leur vie là où elles ont travaillé si fort pour se construire un avenir et en profiter.

J'ai pu rester à la maison pour élever nos enfants, mais j'ai maintenant un rôle plus important à jouer pour les protéger eux ainsi que notre maison et nos biens. Les activités criminelles dans notre région, qui...

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Pardon, madame la présidente. Est-il possible de demander à la témoin de redresser son micro pour que le son soit meilleur?

[Traduction]

La présidente: Oui.

Vous pourriez peut-être lever un peu votre micro et parler très fort.

[Français]

Merci beaucoup.

[Traduction]

Mme Pamela Napper-Beamish: J'ai pu rester à la maison pour élever nos enfants, mais j'ai maintenant un rôle plus important à jouer pour les protéger eux ainsi que notre maison et nos biens. Les activités criminelles dans notre région sont très préoccupantes, non seulement pour notre sécurité et celle de notre communauté, mais aussi pour notre bien-être mental et financier en raison, bien sûr, des dommages que nous subissons à répétition. Ajoutez à cette situation la taxe sur le carbone, ridicule et pénalisante, le refus du gouvernement de soutenir notre industrie pétrolière, et cette situation touche des milliers et des milliers de familles qui essaient de faire bouillir la marmite.

Je voudrais également parler du système judiciaire. Les responsables du bureau du procureur ont déclaré qu'ils reçoivent plus de 600 dossiers par mois au bureau de North Battleford, ce qui équivaut à 7 200 dossiers ou plus par an. Le temps d'attente pour notre affaire à nous a été de 16 mois entre le moment où l'effraction a eu lieu et celui où notre dossier est finalement parvenu au bureau du procureur. C'est 16 mois pendant lesquels ce même criminel a continué à commettre des crimes. En tant que mère, ma première préoccupation est la sécurité de mes enfants, comme tout le monde. Cela dit, quand vous avez un enfant atteint du syndrome de Down, cette préoccupation se multiplie par cent. Vous présumeriez que la maison est un lieu sûr, mais pas lorsqu'on a l'impression d'être enfermé dans un endroit où quelqu'un doit être présent à tout moment.

Mon fils était totalement inconscient de ce qui se passait pendant cette période. D'une certaine manière, c'était une bénédiction, mais c'était surtout difficile. Tous les enfants du pays aiment profiter des grands espaces et de la nature pour jouer, se promener et faire du vélo. Son vélo était sous clé du mercredi au dimanche pendant les longues fins de semaine et du jeudi soir au dimanche pendant les semaines normales, car nous ne savions jamais qui allait se présenter chez nous sous l'influence de la drogue ou de l'alcool, avec un véhicule volé. Des inconnus arrivaient de nulle part, parfois défoncés et ivres. Les tâches quotidiennes simples et normales sont devenues, et sont toujours, une routine planifiée et stratégique dans le cadre de laquelle on doit fermer à clé la maison et les bâtiments juste pour tondre la pelouse, sortir dans le jardin, se promener avec le chien ou jouer avec les enfants.

Ces cambriolages ne se produisent pas qu'à la nuit tombée; nos caméras ont enregistré des suspects qui arrivaient à 9 heures du matin pensant que je n'étais pas chez moi un jour de semaine. Ils ont levé les bras pour dissimuler leur visage afin que les caméras ne

puissent pas les voir, sans se rendre compte que j'étais là. Nos caméras montrent qu'ils ont fait marche arrière et déguerpi quelques secondes après être entrés dans notre magasin. Ces criminels transportent plus qu'un simple outil pour s'introduire par effraction. Ils ont des vaporisateurs de poivre, des couteaux, des pistolets et des machettes.

Dans notre cambriolage, la machette était l'arme de choix, mais qui sait ce qui se trouvait dans le véhicule utilitaire sport. Les choses peuvent changer en un instant, selon leur état mental ou s'ils sont sous l'influence de drogues. On commence à se lasser d'un système de justice pénale qui ne sert plus nos provinces en cas de récidive ou d'activité de gang. Cette activité criminelle touche tous les habitants de la région, qu'ils soient proches ou éloignés. Nos communautés sont constamment ciblées, car les criminels changent de zone de prédilection. Le mauvais temps semble nous accorder un répit.

Vous savez que vous allez finir par être touché à un moment donné, même plusieurs fois. Vous ne savez tout simplement pas à quel moment et à quel prix cette fois. Le problème peut aller du vol de carburant, ou du déversement de votre carburant sur le sol par ignorance, au vol ou à l'endommagement d'équipements en passant par les introductions par effraction dans les maisons.

En tant que citoyens et contribuables, nous sommes extrêmement frustrés que cette situation dure depuis des années et soit incontrôlable. Je pense que les membres de la GRC sont tout aussi frustrés que nous, car cette situation alourdit leur charge de travail et rehausse les coûts que doivent payer les contribuables. Nous avons dépensé plus de 30 000 dollars rien qu'en caméras de sécurité, ainsi que 12 000 dollars en portes spéciales pour notre magasin et notre bâtiment. Nous payons 100 dollars par mois pour le service Secur-Tek. Comme l'a décrit le premier témoin, nos factures pour le téléchargement des films captés par nos caméras de sécurité sont énormes.

Quant aux franchises et aux primes d'assurance, il est assez difficile pour une entreprise de faire face à l'augmentation des primes d'assurance, surtout si elle est continuellement touchée. Ces coûts ne sont pas couverts. Combien de temps les compagnies d'assurance vont-elles nous permettre d'être couverts? Combien de temps faudra-t-il avant que l'assurance soit hors de prix en raison de dépenses à la hausse dont les tribunaux ne tiennent pas compte quand ils déterminent la peine?

Une couverture d'assurance est nécessaire pour pouvoir acheter ou louer du matériel. Les banques ne nous accorderont pas de prêt sans assurance. Notre assurance a augmenté de 13 900 \$ entre 2018 et 2020 — soit en trois ans. La franchise d'un ami pour son aménagement paysager était de 500 \$ et, en quatre ans, elle est passée à 5 000 \$.

• (1110)

La présidente: Merci.

Nous allons maintenant passer à notre première série de questions. La parole est à Mme Sahota pour six minutes.

Non, j'ai oublié Mme O'Brien. Je suis désolée.

Nous entendrons maintenant les remarques liminaires de Mme O'Brien pour cinq minutes.

Je vous présente mes excuses.

Mme Melissa O'Brien (gestionnaire, Communications et relations avec les intervenants, Southwestern Integrated Fibre Technology): Ce n'est rien.

Merci, madame la présidente, et mesdames et monsieur les membres du Comité.

Je m'appelle Melissa O'Brien et je suis responsable des communications et des relations avec les intervenants à la Southwestern Integrated Fibre Technology, également connue sous le nom de SWIFT.

SWIFT est une initiative d'expansion à large bande à but non lucratif menée par les municipalités et créée pour améliorer la connectivité Internet dans les collectivités mal desservies du Sud-Ouest de l'Ontario. SWIFT a été créée par le Western Ontario Warden's Caucus et supervise actuellement une initiative de 210 millions de dollars dans le Sud-Ouest de l'Ontario. Le gouvernement du Canada et la province de l'Ontario se sont engagés à verser chacun jusqu'à 63,7 millions de dollars pour soutenir l'initiative.

Selon le profil du recensement de 2016 de Statistique Canada, la population de la région couverte par SWIFT est de 3,6 millions de personnes, soit environ 10 % de la population canadienne. De ce nombre, 372 000 personnes n'ont pas accès à un Internet rapide et fiable. Cette carence, causée par la défaillance du marché dans le secteur à large bande en milieu rural, a des répercussions sur les entreprises, les familles et les femmes dans toute la région, les laissant dans une situation économique et sociale défavorable par rapport à leurs homologues urbains.

Jamais auparavant il n'y a eu un tel accord unanime sur la nécessité d'un service à large bande dans le Canada rural. La COVID-19 a changé la vie telle que nous la connaissons. Étant donné que de plus en plus de personnes doivent désormais travailler à domicile, que l'éducation est de plus en plus souvent offerte à distance, que la vidéoconférence remplace les interactions en face à face et que les services et programmes de santé continuent de passer à des plateformes en ligne, l'accès à la haute vitesse est devenu essentiel.

Les problèmes de connectivité, qui ont longtemps affligé les petites collectivités, ont été amplifiés par la crise sanitaire, qui a mis en évidence encore davantage les disparités numériques entre la vie urbaine et la vie rurale.

Le gouvernement fédéral a reconnu que ceux qui vivent dans les zones rurales et au sein des communautés des Premières Nations connaissent une plus grande fracture numérique et paient beaucoup plus cher pour un Internet plus lent et moins fiable que ceux qui résident dans les zones urbaines. Pour les femmes vivant dans les collectivités rurales, le manque d'accès à des services à large bande fiables et abordables a constitué un obstacle à l'emploi, a fait perdre des possibilités de formation et a créé des difficultés d'accès aux services sociaux et aux ressources et informations numériques en ligne pour beaucoup d'entre elles.

La COVID-19 a eu des répercussions économiques disproportionnées sur les femmes et a conduit à l'aggravation des inégalités préexistantes. Les femmes qui vivent dans des zones rurales sans accès à un service à large bande à domicile sont plus désavantagées lorsqu'il s'agit de trouver et d'obtenir un emploi.

Des femmes dans tout le Sud-Ouest de l'Ontario nous ont dit qu'elles en arrachent en raison du manque de connectivité à Internet dans leurs collectivités. Beaucoup d'entre elles ont exprimé leur frustration face à leur incapacité d'accéder à un service à large

bande et aux vitesses Internet nécessaires pour travailler à distance, déclarant que cela pourrait avoir des répercussions négatives sur leurs possibilités d'emploi actuelles et futures.

En outre, les femmes qui sont à la tête de familles monoparentales sont également plus susceptibles d'être employées à temps partiel ou d'utiliser Internet pour créer une entreprise à domicile afin de leur offrir des modalités de travail flexibles leur permettant de s'acquitter de leur rôle de principal soutien familial en gagnant un revenu. Lorsque les ressources de connectivité sont limitées au sein du foyer, les possibilités de commerce électronique sont considérablement entravées. De plus, le caractère abordable du service peut également être un facteur limitatif.

Enfin, des connexions réseau médiocres ou, dans certains cas, presque inexistantes et le manque d'accès à des technologies numériques abordables peuvent entraîner des lacunes dans les compétences et l'alphabétisation numériques des femmes dans les collectivités mal desservies. La main-d'œuvre mondiale continuant de plus en plus à se numériser, le manque de connectivité dans les zones rurales peut renforcer la marginalisation des femmes.

Si la large bande est la superautoroute qui ouvre la voie aux possibilités, alors il est essentiel de garantir aux collectivités rurales un meilleur accès aux services à large bande pour aider les femmes à surmonter les obstacles sociaux et économiques. Une connectivité équitable et abordable est vitale pour l'autonomisation des femmes et peut être un outil puissant pour créer un espace plus grand pour l'inclusion des femmes dans la société numérique actuelle, qui ne cesse de croître.

C'est pourquoi j'ai trois recommandations générales dont j'aimerais vous faire part aujourd'hui. Premièrement, en tant que nécessité fondamentale, et beaucoup diraient en tant que service essentiel, la large bande doit être accessible à tous les Canadiens, quel que soit leur lieu de résidence.

Deuxièmement, le service Internet doit être abordable, en particulier pour les familles à faible revenu ou monoparentales. Actuellement, le gouvernement fédéral, en partenariat avec les fournisseurs de services Internet, a mis en place l'initiative « Familles branchées », un programme Internet à faible coût. Il est important qu'un soutien continu soit apporté à des programmes de ce genre ou à des initiatives similaires pour garantir que ceux qui ont du mal à s'offrir un service Internet fiable ont des chances égales de bénéficier d'une connectivité à haute vitesse.

Enfin, l'autonomisation numérique est aussi nécessaire que l'accès Internet pour les femmes. Il est donc important de promouvoir et de favoriser la littératie et le développement des compétences numériques des femmes pour leur permettre d'accroître leur participation dans un monde axé sur la technologie.

Je tiens à vous remercier encore une fois de m'avoir donné la possibilité de prendre la parole devant vous aujourd'hui.

● (1115)

La présidente: Je vous remercie d'avoir pris la parole, et encore une fois, je m'excuse de vous avoir oubliée.

Nous passons maintenant à notre première série de questions.

Madame Sahota, allez-y, s'il vous plaît. Vous avez six minutes.

Mme Jag Sahota (Calgary Skyview, PCC): Merci, madame la présidente.

J'aimerais remercier tous les témoins de comparaître aujourd'hui et de leur témoignage.

Ma première question s'adresse à Mme O'Brien. Pouvez-vous nous dire où en est la mise en place des services Internet à large bande dans le Sud-Ouest de l'Ontario, et si vous vous avez été heurtés à des obstacles, comme le manque de financement offert par le gouvernement ou des annonces de financement qui ne voient jamais le jour?

Mme Melissa O'Brien: En ce moment, SWIFT a terminé son processus d'approvisionnement. Nous en sommes à la mise en œuvre. L'initiative est une grande réussite grâce à la collaboration de tous les ordres de gouvernement — fédéral, provincial et local.

Nous avons dépassé nos indicateurs de rendement clés pour ce qui est du nombre de locaux desservis, de l'installation de la fibre et de l'infrastructure mise en place grâce aux investissements. Nous avons prévu que les investissements dans le projet seraient de 210 millions de dollars. À la fin de notre processus d'approvisionnement, nous prévoyons maintenant que les investissements dans l'infrastructure se situeront entre 260 millions et 270 millions de dollars environ.

• (1120)

Mme Jag Sahota: Merci.

Madame O'Brien, vous avez beaucoup parlé des répercussions qu'a l'absence de services Internet sur les femmes et sur leur capacité à fonctionner dans le monde d'aujourd'hui.

Je vais demander aux autres témoins si elles peuvent répondre à ma prochaine question. En quoi les expériences ou les défis des femmes vivant dans des collectivités rurales sont-ils différents de ceux des femmes vivant dans des collectivités urbaines? Comment ces expériences ou ces défis varient-ils en fonction du type de région rurale? Cela fait partie de ma première question.

J'en ai une autre. J'ai trois questions, essentiellement. En quoi ces expériences et ces défis sont-ils différents pour divers groupes de femmes vivant dans les régions rurales?

L'une ou l'autre peut commencer.

Mme Adrienne Ivey: Je vais commencer.

Au sujet de votre première question, le niveau d'accès à Internet dans les régions rurales du Canada varie grandement. Cela dépend beaucoup d'où sont partis les anciens systèmes et des trajets empruntés. Cela a peu à voir avec les endroits où habitent concrètement les gens, et rien à voir avec les endroits où les gens en ont le plus besoin. Au Canada, il y a très peu de gens vivant dans des fermes ou des communautés comme celles des Premières Nations qui ont ce que les habitants des villes considèrent comme un service Internet efficace.

Pour ce qui est des répercussions que cela a sur nous, la liste est longue. De nos jours, tout se fait en ligne. Il nous arrive de pouvoir participer à un petit nombre d'activités en ligne, mais nous ne pouvons jamais être assurés que l'Internet fonctionnera. Ce matin encore, lorsque je tentais de me brancher pour vous parler, je ne savais pas si les dieux Internet allaient être avec moi aujourd'hui pour que je puisse le faire.

L'absence de fiabilité est énorme, même si nous devons payer, malheureusement, 3, 5, ou même parfois 10 fois plus cher par mois pour le service que nous avons.

Mme Jag Sahota: Quelqu'un d'autre voudrait-il ajouter quelque chose?

Madame Napper-Beamish ou madame Kehler?

Mme Pamela Napper-Beamish: Mon Internet en ce moment n'est pas très bon. J'essaie de parler et je ne sais même pas si vous pouvez m'entendre. La facture est très élevée, en particulier quand on a des enfants, l'école, etc.

Je suis d'accord avec tout ce qu'elle a dit.

Mme Jag Sahota: Au sujet des femmes vivant dans des collectivités rurales qui requièrent des soins complexes, comme les personnes handicapées ou les personnes âgées, quels sont les obstacles, le cas échéant, qui les empêchent d'obtenir les soins et les services dont elles ont besoin?

Vous pouvez l'une ou l'autre répondre à la question.

Madame O'Brien, voulez-vous commencer?

Mme Melissa O'Brien: Oui, bien sûr.

Comme certains témoins l'ont mentionné précédemment, nous savons que beaucoup de services sont maintenant offerts en ligne. Dans les collectivités rurales, si vous n'avez pas accès à ces services, en particulier si vous prenez soin d'une personne âgée, je me demande comment vous pouvez obtenir des soins de santé de qualité. De nos jours, Internet joue un rôle clé dans la prestation de ces services. Je crois qu'il serait bon d'entendre le point de vue de quelqu'un qui pourrait avoir une expérience plus personnelle à ce sujet.

Je crois sincèrement que la connectivité Internet est la clé pour faciliter la prestation de ces services. Après la COVID, il est fort possible que ces plateformes en ligne continuent d'être utilisées. Il est donc essentiel que tous les Canadiens aient accès à un service à large bande fiable afin de pouvoir utiliser ces services en ligne qui deviennent de plus en plus facilement accessibles.

Mme Adrienne Ivey: J'aimerais ajouter qu'un des meilleurs outils pour sortir de la COVID en Saskatchewan est l'accessibilité à des soins de santé virtuels en ligne. J'habite à plus d'une centaine de kilomètres de la salle d'urgence la plus près. Avoir Internet est essentiel pour joindre par téléconférence ou virtuellement un médecin au lieu d'avoir à faire un aller-retour de 200 kilomètres simplement pour obtenir les résultats d'un test, etc.

Malheureusement, l'absence de connectivité fait en sorte que les gens qui en ont le plus besoin — les gens qui vivent dans les régions rurales et à l'extérieur des centres urbains qui ne peuvent pas se présenter au cabinet d'un médecin ou à l'hôpital — n'ont pas accès à ces plateformes qui nous sont maintenant accessibles. Cela touche tous les secteurs.

• (1125)

La présidente: Votre temps est écoulé.

Nous passons à Mme Hutchings pendant six minutes.

Mme Gudie Hutchings (Long Range Mountains, Lib.): Merci, madame la présidente.

Merci à toutes d'être avec nous aujourd'hui.

Je vous dis bonjour de l'Ouest de Terre-Neuve. Comme mes collègues m'ont souvent entendu le dire, la circonscription que je représente est plus vaste que la Suisse. On y trouve plus de 200 belles collectivités. La plus grande compte 19 000 habitants et la plus petite, 42. Quand on parle de régions rurales, il y a rurales et très rurales. Vous pouvez me croire. Je comprends tous les défis que cela présente de vivre dans une région rurale, mais je comprends aussi tous les beaux avantages que cela présente, car je n'y renoncerais pour rien au monde, même si mon Internet a aussi des sautes d'humeur parfois.

Premièrement, j'aimerais parler de la question concernant la GRC et les provinces. Drôle de coïncidence, j'ai justement abordé ce sujet hier dans ma circonscription. Ici, à Terre-Neuve-et-Labrador, comme dans de nombreuses provinces, en particulier dans l'Ouest, la province a une entente avec la GRC pour offrir les services dans les régions rurales. À Terre-Neuve-et-Labrador, la province assume 70 % de la facture et la GRC, seulement 30 %, mais la GRC reçoit ses ordres, sa lettre de mandat si on veut l'appeler ainsi, de la province.

Vous devriez examiner la question dans votre région également. J'en discute actuellement dans ma région, mais vous devriez examiner aussi la question, car les deux vont de pair, et il faut trouver une solution. Je pense que vous devez aussi faire participer la province aux discussions.

Je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit au sujet de la connectivité. C'est une question tellement importante pour la prestation des soins de santé, les petites entreprises, l'éducation, la sécurité, les liens avec la famille et les amis et pour l'industrie du tourisme. Nous savons à quel point c'est un outil incroyable et nous devons tous pouvoir en profiter. C'est la nouveauté.

J'ai adoré ce qu'a dit le ministre Monsef, à savoir que John A. Macdonald a relié le pays par un chemin de fer et que nous devons maintenant le relier par Internet. Brancher la population figure en tête des priorités de notre gouvernement.

Dans le cadre du programme Brancher pour innover, la Saskatchewan a reçu plus de 22 millions de dollars qui serviront à brancher plus de 13 000 foyers au cours de l'année. Nous avons aussi, et il se peut que vous ne le sachiez pas, élaboré la première stratégie de connectivité au Canada, dont le but est de mettre à profit tous les outils dont nous disposons dans le cadre de plusieurs initiatives coordonnées pour nous assurer de brancher tous les Canadiens, et nous nous sommes engagés à ce que 98 % le soient d'ici 2026. La dernière bonne nouvelle dont je suis extrêmement ravie, c'est le Fonds pour la large bande universelle, qui a été annoncé en novembre. Il s'agit d'un investissement de 1,75 milliard de dollars pour aider à brancher les ménages.

Comme vous l'avez toutes si bien dit, la pandémie est venue accroître l'urgence de procéder plus rapidement, et c'est pourquoi nous avons doté le Fonds pour la large bande universelle d'un volet de réponse rapide. Ainsi, 150 millions de dollars sont réservés pour mettre en branle des projets qui sont prêts à démarrer afin de brancher des collectivités d'ici novembre prochain, et des projets partout au Canada sont déjà en train d'être approuvés.

Au sujet de la connectivité, vous avez également parlé du problème du coût des services Internet. Lorsque le ministère examine les demandes, l'abordabilité et le soutien offert à la communauté sont des éléments clés qu'il prend en considération dans son évaluation, et il y accorde beaucoup d'importance.

Nous avons ajouté un service d'orientation, et son utilisation vous montrera le succès qu'il remporte. Je suis certaine que vous avez des collectivités dans votre région, tout comme moi, qui ont probablement une seule employée rémunérée au sein de leur conseil municipal, et elle doit prendre les décisions au sujet du déneigement, du courrier, des demandes qu'elle doit remplir, et c'est pourquoi nous avons mis en place un service d'orientation.

En date de la semaine dernière, le service d'orientation avait reçu plus de 1 800 demandes de renseignements et le temps de réponse est de deux jours ou moins. C'est fantastique. Il y a un numéro 1 800 ou un service en ligne que les collectivités ou les entreprises ou les petits fournisseurs de services Internet peuvent utiliser pour obtenir une réponse à une question au sujet de leur localité ou pour savoir comment travailler avec la localité avoisinante pour être certain d'avoir des fournisseurs de services Internet disposés à brancher leur région. Le service d'orientation fonctionne bien et aide les gens à brancher les Canadiens.

Voici les diverses initiatives en cours: 2 milliards de dollars accessibles par l'entremise de la Banque d'infrastructure du Canada pour les grands fournisseurs de services Internet; 1 milliard de dollars pour le Fonds pour la large bande universelle original; 600 millions pour l'initiative des satellites en orbite basse; 585 millions de dollars pour le programme Brancher pour innover qui est accessible par l'entremise d'Innovation, Sciences et Développement économique, 750 millions accessible par l'entremise du CRTC, et un autre 355 millions dans le cadre du volet Collectivités rurales et nordiques.

• (1130)

Il y a, de plus, le Fonds d'infrastructure des Premières Nations, qui a permis de brancher jusqu'à maintenant, je crois, 119 communautés autochtones.

Nous avons beaucoup d'outils dans notre boîte à outils parce que notre pays est très différent d'un océan à l'autre. Vous avez des plaines vallonnées avec de beaux champs de canola chez vous, et nous avons ici de magnifiques montagnes, et nos fournisseurs de services Internet se demandent s'ils peuvent passer au travers plutôt que par-dessus.

Nous avons besoin de divers outils pour nous assurer de brancher tous les Canadiens. Je vous encourage à aller voir en ligne. Le ministère dispose d'un site extraordinaire où on peut cibler une région, à l'aide d'une loupe essentiellement, et vous dire quelles sont les vitesses dans votre région, ce qu'elles sont concrètement, et non pas ce que le fournisseur de services Internet vous dit qu'elles sont.

Lorsque les gens du ministère ont fait un test pour moi, ils m'ont montré ma région et ma cour. J'étais impressionnée. On va à 250 mètres. Ce qui est bien à ce sujet... en fait, ce n'était pas si bien parce qu'ils m'ont dit que deux miles plus loin sur la route, la connectivité était excellente.

La présidente: Madame Hutchings, je suis désolée, mais votre temps est écoulé.

Mme Gudie Hutchings: D'accord. Merci.

La présidente: Nous allons continuer.

[Français]

Madame Larouche, vous avez la parole pour six minutes.

Mme Andréanne Larouche: Merci beaucoup, madame la présidente.

Je remercie les témoins d'être parmi nous aujourd'hui pour nous parler de l'important enjeu des femmes dans les collectivités rurales.

À l'exception de la grande ville de Granby, la circonscription de Shefford, où je vis actuellement, est essentiellement composée de petites communautés rurales absolument charmantes. J'ai également habité dans des villages par le passé. C'est pour moi une source de fierté que d'habiter en région rurale. Par contre, je suis évidemment très consciente des défis que cela implique.

J'aimerais revenir sur certains de ces défis.

Au Comité permanent de la condition féminine, nous parlons énormément de la connexion à Internet comme étant un élément crucial pour permettre aux femmes de rester en contact avec le monde, d'obtenir des services et de créer des liens.

Nous savons qu'il y a eu une guerre de poteaux qui a nuï au programme de services Internet à large bande. Nous comprenons que cela coûte beaucoup plus cher de brancher un poteau situé dans le dernier rang d'une petite ville éloignée que d'en brancher un dans une ville.

Comment le gouvernement aurait-il pu pallier cette différence de coût?

J'aimerais entendre Mme Ivey et Mme O'Brien à ce sujet.

[Traduction]

Mme Melissa O'Brien: Je suis désolée. Quelle était la question au sujet du dernier mile?

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Oui. Comme on le sait, cela coûte plus cher.

[Traduction]

Mme Melissa O'Brien: Je pense que c'est une excellente question.

Je sais que dans le cadre de notre projet, le facteur déterminant consistait à décider si on tente de connecter le plus grand nombre de ménages mal desservis ou si on commence par les endroits les plus éloignés où les frais sont plus élevés. C'est une décision qui doit être examinée dans son ensemble au chapitre du financement du service à large bande. Une fois encore, faut-il brancher plus de ménages mal desservis ou les régions éloignées? Je suppose que c'est la question à se poser pour savoir comment procéder. Je pense que tous les ordres de gouvernement — que ce soit à l'échelle fédérale, provinciale ou municipale — cherchent à résoudre cette question.

Je pense qu'aucun ménage ne devrait être laissé en arrière, car il n'en serait que plus marginalisé et vulnérable, particulièrement dans les hameaux ruraux et les villages. Des femmes habitant la région visée par notre projet sont perpétuellement mécontentes du manque de service Internet fiable dans leurs résidences. Comme d'autres témoins l'ont souligné, la situation est particulièrement difficile sur les plans de l'école en ligne et du télétravail.

Elles sont en situation difficile. C'est une excellente question: comment pouvons-nous les connecter toutes le plus rapidement possible? Je pense que tous les ordres de gouvernement travaillent ensemble pour trouver une solution.

Mme Adrienne Ivey: Oui. J'ajouterais que je pense que la facette la plus importante du coût du dernier mile, c'est peut-être l'adoption d'une approche fondée sur la collaboration, dans le cadre de laquelle on travaille directement avec les habitants des régions rurales pour en brancher le plus grand nombre possible et on participe également au partage des coûts. Je considère qu'il est très important de lancer des projets de plus grande envergure pour brancher plus de gens au lieu d'entreprendre plusieurs petits projets en même temps. Du point de vue de l'efficacité, c'est la seule manière de couvrir une région géographique aussi vaste que la Saskatchewan.

• (1135)

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie étudie justement la question d'Internet haute vitesse en ce moment.

Madame Napper-Beamish et madame Kehler, je sympathise beaucoup avec vous pour le stress que vous vivez.

J'aimerais revenir sur la question des investissements dans les corps policiers, notamment la GRC, et sur le transfert de sommes vers les corps policiers provinciaux. Comme je le disais, j'habite un vaste territoire. J'ai déjà eu à faire appel à la police et on m'a effectivement confié qu'il manquait d'effectifs pour couvrir l'ensemble du territoire.

Le manque d'investissements est particulièrement criant dans les corps policiers autochtones. Or, nous savons qu'il y a une violence accrue envers les femmes autochtones.

Selon vous, investir davantage dans les corps policiers et s'assurer de transférer les sommes nécessaires aux provinces et au Québec pourrait-il aider à réduire la violence que vous vivez?

[Traduction]

Mme Gail Kehler: Ce serait bien qu'il y ait un plus grand nombre de policiers en poste. Il semble qu'ils aient trop de régions à couvrir. Je pense que seuls certains corps policiers sont autorisés à aller sur les réserves. Il y aurait donc un problème d'accès, mais je n'en suis pas certaine. Je n'en sais pas beaucoup sur les activités dans ces régions, mais je voudrais qu'il y ait plus de policiers sur place et que la présence policière soit accrue.

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Souhaitez-vous ajouter quelque chose, madame Napper-Beamish?

[Traduction]

Mme Pamela Napper-Beamish: Dans notre région, la GRC a un immense territoire à couvrir. Nous en sommes à un point tel que le détachement a proposé que des citoyens effectuent des patrouilles, dans le cadre desquelles des membres de la communauté se relaieront en quarts de travail de deux heures, sillonnant la région pour s'assurer de mettre fin aux activités.

En ce qui concerne les régions autochtones, j'ai demandé au détachement d'Onion Lake de signaler les incidents, mais ils n'ont rapporté qu'une fusillade, quand des coups de feu ont été tirés contre la GRC dans la région. Je les ai donc laissés tranquilles. Sinon, j'aurais eu cette information.

La présidente: Nous accordons maintenant la parole à Mme Mathyssen pour six minutes.

Mme Lindsay Mathysen (London—Fanshawe, NDP): Je vous remercie, madame la présidente.

Je remercie les témoins. La séance est très intéressante aujourd'hui.

Madame Ivey, vous avez indiqué qu'il est difficile de payer les factures extrêmement élevées du service Internet et tout le nécessaire. Au fil des ans, j'ai appris quelque chose d'intéressant sur le domaine agricole: vous devez investir dans la technologie, car vous utilisez des tracteurs, des moissonneuses-batteuses et du matériel manipulés à distance ou des drones pour couvrir les centaines d'acres de votre ferme.

Pouvez-vous parler des coûts de ce genre de technologie? Ce matériel vous est-il seulement accessible? Quel soutien pourrait vous être offert pour en assurer l'abordabilité?

Mme Adrienne Ivey: Je vous remercie. J'aime beaucoup cette question, qui est excellente.

Les agriculteurs utilisent certainement beaucoup plus la technologie qu'avant, car c'est quelque chose qui suscite vraiment leur enthousiasme et qu'ils veulent adopter. L'utilisation de la technologie va toutefois de pair avec la gestion des données. Nous compilons énormément de données sur chacune de nos fermes actuellement en ce qui concerne la santé du sol et des animaux et même les finances de la ferme. Nous avons toute cette information, mais comme nous ne pouvons pas la recueillir en temps opportun dans notre équipement, nous ne pouvons pas prendre de décisions en nous fondant sur ces renseignements, même si nous les avons au bout des doigts. Nous ne disposons tout simplement pas de la capacité Internet nécessaire pour réellement analyser tous ces renseignements.

Quand il s'agit de payer la technologie dont vous parlez — que ce soit des GPS sur nos tracteurs ou des systèmes de surveillance de la santé de certains de nos animaux —, nous la payons déjà même si nous ne pouvons pas l'utiliser. Les tracteurs et les moissonneuses-batteuses en sont tous dotés; ce n'est même pas une option. Nous l'utilisons dans une faible mesure, mais si nous bénéficions d'une meilleure connectivité sur la ferme, nous pourrions utiliser ces formidables outils que nous payons déjà.

Il n'existe pratiquement pas de limite à l'utilisation de la technologie en agriculture, et je suis fascinée de voir où cela nous mène. Nous sommes cependant très loin d'utiliser les outils que nous avons, et c'est sans parler de ce qui s'en vient dans l'avenir.

● (1140)

Mme Lindsay Mathysen: Le fait que la ferme familiale doit être continuellement concurrentielle par rapport aux grandes fermes industrielles... Il faut affronter la concurrence; je comprends donc qu'il est essentiel de suivre le rythme de l'industrie.

Madame O'Brien, j'ai eu l'occasion, lorsque j'ai participé à la rencontre, d'écouter l'exposé des membres de SWIFT. C'était il y a quelques semaines, il me semble. Comme je représente le Sud-Ouest de l'Ontario, la question me préoccupe beaucoup, bien entendu. Même si ma circonscription se trouve en région résolument urbaine et suburbaine, la situation a certainement une incidence considérable sur toute la communauté qui nous entoure et sur le soutien de la région avoisinante, qui doit malheureusement se rendre à London pour recevoir le service.

Certaines des demandes que vous aviez pour le gouvernement fédéral... Ma collègue libérale a fourni beaucoup d'information sur

l'aide offerte. Vous savez toutefois ce qui existe et ce qui n'existe pas. Vous vous préoccupez notamment du Fonds pour la large bande universelle et du financement du CRTC dans le Sud-Ouest de l'Ontario, bien entendu. Vous avez souligné que vous couvrez 10 % de la population mal desservie, mais que vous ne recevez pas un sou de ce financement. Est-ce exact?

Mme Melissa O'Brien: C'était le cas auparavant, dans le cadre du programme Brancher pour innover. La demande était... Comme les habitants du Sud-Ouest de l'Ontario représentent 10 % de la population, on s'attendrait à ce qu'au moins 10 % du financement soit accordé à cette région ou on en présumerait ainsi, mais aucun financement ne lui était réservé au titre du programme Brancher pour innover.

Mme Lindsay Mathysen: Le problème vient aussi en partie de l'absence de coordination entre les nombreuses sources de financement. Un témoin a fait remarquer que ce n'est pas efficace. Pourriez-vous traiter brièvement de la question?

Mme Melissa O'Brien: Dans le Sud-Ouest de l'Ontario, je pense qu'il existe environ cinq mécanismes de financement pour résoudre les mêmes problèmes dans une région géographique, et aucun d'eux n'adopte d'approche très coordonnée actuellement. Idéalement, il faudrait qu'ils se coordonnent tous. Le problème qui se pose à cet égard, c'est que les fournisseurs de service Internet font appel à plusieurs mécanismes de financement qui ont tous des processus de demande différents; les redondances exigent ainsi beaucoup de temps. Nombre de fournisseurs tendent alors à présenter des demandes dans le cadre de tous les mécanismes et attendent de voir ce qui en résultera.

Mme Lindsay Mathysen: Quelqu'un a notamment fait remarquer que la Banque de l'infrastructure accorde maintenant des prêts. Dans quelle mesure cela vous aiderait-il si elle octroyait des subventions?

Mme Melissa O'Brien: SWIFT n'aurait pas accès à ce financement. Je pense que ce commentaire concernait le fait que les petits fournisseurs de service Internet ont vraiment participé au projet de SWIFT. Seize fournisseurs uniques ont reçu des fonds par l'entremise de SWIFT, et chacun d'entre eux a un rôle très important à jouer, quelle que soit sa taille. Nous avons connu beaucoup de succès avec les petits fournisseurs participants. Ils ne peuvent pas vraiment se prévaloir des subventions de la Banque de l'infrastructure pour obtenir les fonds dont ils auraient besoin pour...

Mme Lindsay Mathysen: Ici encore, c'est une affaire de coordination et d'utilisation pleine et entière pour que tous puissent jouir d'un accès adéquat au financement.

Mme Melissa O'Brien: Oui.

La présidente: Votre temps est écoulé.

Nous accordons maintenant la parole à Mme Shin pour cinq minutes.

Mme Nelly Shin (Port Moody—Coquitlam, PCC): Je vous remercie.

Je voudrais remercier tous les témoins qui comparaissent aujourd'hui. Chaque fois que j'entends parler de la criminalité et d'Internet en région rurale, je me déssole pour vous. Je sais que nous devons faire quelque chose pour vous aider.

Madame O'Brien, vous avez souligné l'importance de l'autonomisation numérique des femmes, particulièrement pendant le confinement, alors que de nombreux services ne sont accessibles qu'en ligne. Vous avez évoqué le besoin de culture numérique. Que fait-on déjà pour communiquer cette culture numérique aux femmes. Comment cette culture peut-elle s'améliorer et croître?

Quel rôle le gouvernement fédéral peut-il jouer pour conférer ces outils aux femmes?

• (1145)

Mme Melissa O'Brien: Je pense qu'il faut offrir de la formation aux femmes et aux filles pour leur apprendre à utiliser la technologie et à tirer le maximum des occasions numériques qui s'offrent à elles.

Je pense aux petites communautés qui n'avaient peut-être pas accès à Internet haute vitesse et qui y ont maintenant accès. Comment les femmes peuvent-elles participer, créer et innover alors que ces occasions leur deviennent accessibles?

Je pense aux femmes âgées qui utilisent plus Internet maintenant, mais qui ne connaissent pas les services et les applications et qui ne savent pas comment s'en servir, que ce soit pour se constituer un réseau ou une communauté ou pour tirer parti de diverses applications, notamment de celles qui concernent la santé. Peut-être faut-il offrir plus de formation aux femmes et les informer que c'est une option.

Je songe au commerce électronique, au lancement d'entreprises en ligne. Il est question ici d'économie à la demande. La pigo offre des occasions extraordinaires, particulièrement aux femmes qui sont peut-être parents ou qui s'occupent de citoyens âgés. Cela nous ramène au fait qu'il y a beaucoup de travail à temps partiel. Les femmes doivent pouvoir exploiter les possibilités du commerce électronique, en comprenant d'abord qu'elles s'offrent à elles, puis de quelle manière elles peuvent en tirer parti pour que l'activité économique des femmes augmente.

La technologie constitue à cet égard une clé et une solution, mais la formation est une composante importante de l'habilitation des femmes, ne serait-ce qu'en leur permettant de savoir ce qui s'offre à elles.

Mme Adrienne Ivey: Je veux ajouter quelque chose à ce sujet, car la question me passionne énormément. Je constate d'immenses disparités entre les jeunes des régions rurales et ceux des communautés urbaines. Même s'il est extrêmement important d'éduquer les femmes au sujet du monde numérique, les choses évoluent si rapidement que l'éducation peine à suivre le rythme de ce qui se passe en ligne.

Je vois le fossé qui touche les enfants des régions rurales, qui n'ont pas accès à quoi que ce soit en ligne, comme de simples vidéos sur YouTube. Ils ne sont pas aussi à l'aise quand vient le temps d'approvoiser les ordinateurs, les tablettes ou les téléphones au fil de leur utilisation, comme le font la plupart des jeunes des milieux urbains, qui semblent nés avec ces appareils en main. En réalité, ce degré d'aisance vient simplement du fait qu'ils utilisent la technologie depuis leur plus jeune âge. L'accès et un certain degré d'aisance universels permettraient de combler un grand nombre de ces importantes lacunes au chapitre des connaissances.

Mme Nelly Shin: Je vous remercie beaucoup.

La prochaine question s'adresse à Mme Kehler et Mme Napper-Beamish, qui ont parlé des entrées par infraction qui laissent dans

leur sillage des familles traumatisées par la peur qui ne voient plus la vie de la même manière.

Quel genre de soutien les familles traumatisées reçoivent-elles? Se trouve-t-il dans vos communautés des infrastructures sociales auxquelles ces familles peuvent accéder pour obtenir du soutien?

Mme Gail Kehler: Il n'existe pas le moindre soutien dans notre région, en dehors du fait que nous parlons de veiller les uns sur les autres. Je n'ai reçu aucun soutien quand notre maison a été cambriolée.

Mme Nelly Shin: En ce sens, donc, aucun service de soutien psychologique n'est offert à l'échelle locale. Y a-t-il des services en ligne auxquels votre communauté pourrait accéder?

Mme Gail Kehler: Je présume qu'il en existe, mais je n'ai pas effectué de recherches à ce sujet. Je n'en connais pas personnellement.

Mme Nelly Shin: La question suivante s'adresse à n'importe quelle femme du groupe de témoins. Les confinements ont-ils provoqué la fermeture totale des services sociaux? A-t-on pu offrir ces services en ligne, particulièrement si la connectivité à Internet est très mauvaise? Ce sont là des points qui me préoccupent, si quelqu'un veut en parler.

La présidente: Votre temps est malheureusement écoulé.

Nous accordons maintenant la parole à Mme Zahid pour cinq minutes.

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Je vous remercie, madame la présidente. Je céderai mon temps à M. Serré.

La présidente: C'est excellent.

Monsieur Serré, la parole est à vous.

[Français]

M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.): Merci beaucoup, madame la présidente.

Madame Zahid, je vous remercie de me donner votre temps de parole.

Je remercie également tous les témoins d'être parmi nous.

Évidemment, nous sommes entièrement d'accord avec vous. Nous comprenons ce que vous vivez, surtout au sujet d'Internet, mais aussi en ce qui concerne le crime. Venant du Nord de l'Ontario, je n'ai pas été exposé aux mêmes enjeux que vous, en Saskatchewan, en matière de criminalité. J'aimerais cependant en apprendre davantage sur votre expérience.

• (1150)

[Traduction]

Ma première question s'adresse à Mme O'Brien. J'examine votre site Web, qui indique que vous avez reçu 210 millions de dollars, dont environ 63 millions sont venus du gouvernement fédéral et 63 millions, de la province. Je veux m'assurer que je comprends que vous avez reçu 63 millions de dollars du gouvernement fédéral. Je veux éclaircir ce point, puis je poserai une autre question.

Mme Melissa O'Brien: SWIFT est financé au titre du Fonds des petites collectivités du Nouveau Fonds Chantiers Canada. Il s'agit d'un programme d'infrastructure conjoint des gouvernements fédéral et provincial, qui ont tous deux fait une contribution de 63,7 millions de dollars.

M. Marc Serré: C'est excellent. Voilà un exemple de partenariat qui fait intervenir SWIFT, les municipalités, la province et le gouvernement fédéral. En 2013-2014, le programme Pour un Canada branché disposait de 250 millions de dollars, alors que le programme Brancher pour innover était doté d'une enveloppe de 500 millions de dollars en 2016-2017. Dans le budget de 2019, le gouvernement fédéral a prévu le plus substantiel investissement qu'il ait fait dans Internet, avec un montant de près de 1,7 milliard de dollars. Cet investissement s'appuie sur le travail des provinces, des municipalités et — nous devons nous en rappeler — du secteur privé. Vous avez raison.

J'ai fait partie du conseil de comté quand je travaillais pour Eastlink ou Bluewater Cable dans cette région. Je comprends entièrement.

Je tiens à féliciter SWIFT du travail que vous avez accompli pour former ce partenariat. Cette information aidera peut-être le Comité à formuler des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral.

À quoi tient la réussite de SWIFT, selon vous? Comment pourriez-vous élargir le modèle de SWIFT avec les municipalités? Votre territoire englobe trois ou quatre grandes villes, comme London, Waterloo et Windsor. Dans le Nord de l'Ontario, nous avons reçu du financement de FedNor. Blue Sky et NEOnet, pour leur part, collaborent avec le secteur privé.

Que recommanderiez-vous aux autres provinces pour qu'elles fassent comme vous?

Mme Melissa O'Brien: Je pense que vous avez énuméré la plupart des facteurs contributifs. Il faut que tous les ordres de gouvernement collaborent. C'est cette collaboration qui nous a réellement permis de tirer parti des ententes de contribution.

Le deuxième facteur serait celui du modèle d'affaires et de la nature concurrentielle du processus. Au départ, nous nous attendions à ce que les fournisseurs de service Internet apportent une contribution d'environ 3,7 millions de dollars, mais en raison de la nature concurrentielle du processus de demandes de propositions, ils ont fourni plus que le montant nécessaire.

Le programme repose sur le principe du partage des coûts en trois parts égales entre le gouvernement fédéral, la province et les fournisseurs de service Internet. Ces derniers ont présenté des soumissions plus élevées dans un effort pour obtenir du financement, et je pense que cela a joué un rôle primordial. Ici encore, la collaboration entre tous les ordres de gouvernement a réellement contribué à la réussite du programme.

M. Marc Serré: Oui. C'est pourquoi le gouvernement fédéral a fait preuve de leadership en fournissant le financement le plus substantiel de l'histoire. La province de l'Ontario a suivi le mouvement en versant quelque 150 millions de dollars aux régions rurales. Espérons que d'autres provinces agiront de même pour mobiliser ces fonds.

SWIFT collabore aussi étroitement avec les maires et les conseils municipaux. À titre de député, dès la sortie du budget en 2019, j'ai parlé à chaque fournisseur de service Internet de ma région. Disons que les grandes entreprises de télécommunications ne se sont pas montrées très coopératives dans les régions rurales. La clé, c'est de parler aux fournisseurs de service Internet locaux du secteur privé, aux maires et aux conseillers pour pouvoir exercer des pressions afin de brancher les régions. Si on ne le fait pas, c'est très difficile.

Je veux également remercier SWIFT pour les commentaires que vous avez faits aux fournisseurs de service Internet au sujet du Fonds pour la large bande universelle. Pour brancher la population canadienne, nous avons changé bien des choses avec le programme Brancher pour innover et maintenant avec le Fonds pour la large bande universelle. De nombreux changements positifs sont intervenus. Pour le financement d'intervention rapide, des réponses ont été reçues dans des délais inédits de 60 jours, voire de 32 jours pour certains petits fournisseurs afin de fournir le service Internet d'ici 2021.

Je veux m'assurer que SWIFT poursuit ses efforts et incite d'autres municipalités à faire de même.

Je vous remercie.

La présidente: Votre temps est écoulé.

Madame Larouche, vous avez maintenant la parole pour deux minutes et demie.

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Merci beaucoup, madame la présidente.

Je remercie également tous les témoins d'aujourd'hui. Ce sont quatre témoignages qui nous confirment certaines réalités des femmes en milieu rural.

J'aimerais revenir rapidement sur la question des femmes âgées, à qui l'on demande de garder certains liens sociaux par l'entremise d'Internet. Il faudra forcément se pencher sur le coût de la facture d'Internet, de sorte que certaines femmes n'aient pas à choisir, à la fin du mois, entre bien se nourrir et rester en contact avec leur famille. S'assurer de faire baisser la facture d'Internet est un enjeu qu'il faudra vraiment continuer de suivre.

Ma prochaine question s'adresse à qui veut bien y répondre.

Au Comité permanent de la condition féminine, nous parlons aussi d'une relance économique féministe et de la nécessité d'avoir davantage de mesures pour que les femmes des milieux ruraux aient accès aux mêmes possibilités que celles des milieux urbains. Il est question d'Internet, mais aussi de transport.

Selon vous, de quelle façon pourrait-on investir davantage dans les infrastructures non seulement de transport urbain, mais aussi de transport rural? Avez-vous d'autres idées qui aideraient les femmes à accéder à de meilleures occasions d'affaires?

Est-ce que l'une de vous voudrait parler de l'importance d'aider davantage les femmes à monter des projets, ou encore de l'écart qui persiste entre les occasions d'affaires offertes aux femmes en milieu urbain et à celles vivant en milieu rural?

● (1155)

[Traduction]

Mme Melissa O'Brien: Je peux dire quelques mots à ce sujet.

Je m'intéresse surtout à la connectivité et à l'accès à Internet. Quand je pense aux femmes âgées et à leur réseau de soutien, celui-ci est possible notamment grâce à la connectivité, surtout dans le contexte de la COVID.

Cela étant dit, je pourrais recommander au gouvernement fédéral d'accorder des subventions visant expressément les femmes entrepreneures qui cherchent à lancer leur entreprise en ligne ou leur propre entreprise. Cette recommandation ciblerait plus particulièrement les femmes qui retourneront au travail après la COVID. Nous savons que les femmes travaillent normalement dans les secteurs qui ont été touchés par la pandémie, comme l'accueil ou le commerce de détail. Nous avons parlé aujourd'hui de femmes qui travaillent à temps partiel. Elles assument plus de responsabilités à la maison et peuvent conséquemment prendre un peu de recul, mais elles recherchent toujours des débouchés en ligne, ce pour quoi la connectivité est essentielle.

Il pourrait y avoir des subventions destinées aux femmes pour qu'elles puissent saisir ces occasions et savoir qu'elles existent.

La présidente: C'est maintenant au tour de Mme Mathysen, qui a deux minutes et demie.

Mme Lindsay Mathysen: Je vous remercie.

Madame O'Brien, dans la première mouture du plan SWIFT, vous avez atteint à ce jour une couverture de 23 % grâce à l'aide du gouvernement fédéral, qui a versé 62 millions de dollars.

Vous demandez maintenant 313 millions de dollars supplémentaires pour la deuxième version de SWIFT, n'est-ce pas?

Mme Melissa O'Brien: Je n'ai pas les chiffres en main, mais je sais que les responsables travaillent en partenariat avec le Western Ontario Wardens Caucus pour trouver un financement direct dans le but de réaliser une deuxième version du projet SWIFT. Ils cherchent à obtenir des fonds de la province et du fédéral. Comme je l'ai dit, c'est cet effet de superposition qui nous permet vraiment de tirer parti des contributions disponibles.

Mme Lindsay Mathysen: Je voulais aussi savoir... Denise Stonefish siège au conseil, et d'autres femmes aussi. Je pense notamment à la mairesse Joanne Vanderheyden.

Quels sont leur point de vue unique et leur vision de l'avenir au sujet des versions 1.0 et 2.0 de SWIFT?

Je voulais aussi en savoir plus sur le rôle des coopératives, qui était important dans le programme SWIFT. J'ignore si vous pouvez intégrer tous ces éléments à votre réponse.

Mme Melissa O'Brien: D'accord. Je vais essayer d'aborder tous les volets.

La cheffe Stonefish fait partie de notre conseil. Mme Vanderheyden et elle nous ont beaucoup aidés à avancer. Le conseil d'administration de SWIFT et le Western Ontario Wardens Caucus s'entendent à l'unanimité pour demander des fonds supplémentaires. Voilà un volet.

La cheffe Stonefish et la nation Delaware ont réalisé un projet tout à fait unique. C'est un projet pilote en collaboration avec Tek-Savvy qui a donné d'excellents résultats.

Je veux parler brièvement des coopératives aussi. Elles jouent un rôle important, surtout dans le comté d'Oxford. Une coopérative s'est installée dans le secteur, et nous lui avons attribué un projet comptant environ quatre locaux par kilomètre — c'est très rural.

Mme Lindsay Mathysen: Les coopératives entrent en jeu lorsque les grands fournisseurs ne veulent pas d'un secteur, n'est-ce pas?

Mme Melissa O'Brien: Je pense que tous les échelons ont mis la main à la pâte. Nous avons obtenu la participation des plus grands fournisseurs de services Internet, mais aussi des fournisseurs de taille moyenne et petite. Je pense que c'est ce qui explique la grande réussite de SWIFT. Encore une fois, chaque fournisseur de services Internet a un rôle à jouer, comme nous le constatons dans ce modèle d'affaires. Le projet a porté ses fruits et a créé une concurrence dans le Sud-Ouest de l'Ontario.

De nombreux petits joueurs se sont installés dans la région, alors qu'ils n'avaient peut-être jamais eu cette occasion auparavant. Voilà qui crée un peu plus de concurrence dans ce marché.

• (1200)

La présidente: C'est merveilleux. Merci beaucoup.

Je tiens à remercier tous les témoins de leur travail d'aujourd'hui. Je vous en suis reconnaissante, et je vous remercie de vos témoignages.

Nous allons poursuivre la séance à huis clos. Je vais suspendre la réunion pendant que vous utiliserez l'autre lien pour vous brancher.

Je vous remercie infiniment. Je vous verrai dans l'autre salle.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>